



**ARRETE MUNICIPAL n°2024-96**  
**Portant interdiction de l'arrêt et**  
**du stationnement des véhicules**  
**place de la Mairie**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2221-1 et 2, L 2212-1 et 2, L 2213-1 et 4, L 2215-1

Vu le code de la route,

Considérant que pour faciliter l'intervention des services techniques et garantir la sécurité des agents il est nécessaire d'interdire l'arrêt et le stationnement des véhicules sur le domaine public.

**ARRETE**

**Article 1 :** L'arrêt et le stationnement des véhicules seront strictement interdits sur les 4 emplacements place de la Mairie (voir plan en pièce jointe au présent arrêté) :

- Le vendredi 24 mai 2024 de 09h00 à 12h00 ;

**Article 2 :** Une signalisation réglementaire sera mise en place sur les emplacements concernés par les services techniques de la commune afin de matérialiser les interdictions.

**Article 3 :** Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 1 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement gênant et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

**Article 4 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Brigade de gendarmerie d'Aix les Bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 22 mai 2024

Pour le maire empêché,  
LA 1<sup>ère</sup> adjointe au Maire,  
Colette PIGNIER

Affiché/publié le :  
Notifié à l'intéressé le :  
Certifié exécutoire le :



*En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :*

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*



**Annexe arrêté municipal 2024-96**  
**Portant interdiction de l'arrêt et du stationnement**  
**des véhicules place de la Mairie**

